

Sécurité sociale, Front commun, Utopia, Jours heureux, France Insoumise, mouvement social, syndicalisme, Assises de l'Écologie et des Solidarités, Sécurité sociale, Front commun, Utopia, Jours heureux, France Insoumise, mouvement social, syndicalisme, Assises de l'Écologie et des Solidarités

bulletin de liaison pour l'action et la réflexion pluraliste des gauches, des mouvements sociaux ...



Echos des régions
débat et initiatives

Table ronde

Sur le front du social

L'appel publié dans le numéro 00 de Passerelles a suscité des interrogations. Était-ce la seule poursuite de démarches engagées en 2016 et début 2017 ? Quel était l'objectif ? Le texte ci-dessous répond à ces interrogations au nom du collectif dit « Passerelles », collectif ouvert ...

Multiplier les passerelles pour refonder à gauche

De janvier 2016 au 1er semestre 2017, les initiatives n'ont pas manqué pour appeler au rassemblement des gauches, créer ainsi une dynamique forte appuyée aussi sur les forces sociales, et éviter un éclatement qui était pressenti.

Le 1er mai 2016 sortait l'Appel des 100 qui visait à unifier et à construire une alternative après les 5 années du quinquennat de Hollande-Macron. L'important mouvement social durable et dans l'unité syndicale contre la loi El Khomri contre le code du travail, ou les réactions contre la déchéance de nationalité ... le permettait. L'Appel des 100 associait donc des forces et courants venus du Front de gauche, des écologistes, des socialistes, des syndicalistes, des associatifs, des personnalités universitaires ou culturelles.

Un travail d'élaboration fut entrepris pour dégager plus de 50 propositions dessinant une alternative et pouvant rassembler largement.

Parallèlement, une dynamique apparaissait autour de l'Avenir en Commun et la candidature de Jean Luc Mélenchon dès lors que l'échéance se rapprochait.

C'est la même dynamique de rejet du quinquennat sortant et l'aspiration à une réelle politique de gauche qui porta l'élimination de Manuel Valls et la désignation de Benoît Hamon fin janvier 2017.

La nouvelle donne ainsi créée s'est élargie après février 2017 à d'autres initiatives citoyennes. Les réseaux Utopia, Les Jours Heureux d'abord. Puis les « aéroports citoyens », les initia-

tives de jeunes et l'appel « 1maispas3 », l'appel « Rassemblement à gauche : urgence ! » se coalisèrent autour d'initiatives communes ou convergentes. Sans parvenir à éviter l'éparpillement et donc à surmonter la division.

Dès lors dans le cadre électoral ce fut la fin des démarches visant à unifier sur un projet commun la gauche de transformation.

Pourtant, dès début septembre 2017, le mouvement social se manifeste à nouveau contre la politique de remise en cause tous azimuts des conquêtes sociales par le gouvernement Macron-Philippe, et son projet clairement orienté à droite.

Travailler ensemble

C'est fort de ce bilan et de la nouvelle situation que fut rédigé et publié l'appel « travaillons ensemble ! » visant d'abord à multiplier les « passerelles » à gauche, pour envisager à nouveau des convergences. Avec la proposition d'un bulletin de liaison régulier du même nom.

En dépit d'une situation très différente il y a des éléments de continuité de mai 2016 à fin 2017 :

- D'abord le lien avec le mouvement social, la recherche de ce qui unifie.
- Il y a aussi des éléments nouveaux : la question de la recomposition à gauche se complexifie. Toutes les forces ou mouvements sont traversés par d'importants débats sur leurs choix : mouvement France Insoumise, M1717, assises de l'écologie, enjeux des congrès, etc.
- Enfin il y a le constat d'une multiplicité d'initiatives, d'engagements indi-

viduels ou collectifs à travers d'appels ou de projets différents. C'est cette continuité, comme les éléments nouveaux qui ont conduit les initiateurs-trices de l'appel « travaillons ensemble » à mettre en débat la proposition d'un « comité de liaison » pluraliste, ouvert à toutes les initiatives.

Le bulletin « Passerelles » rendra compte de cette diversité. Il se veut un outil permettant de croiser les positions, les analyses, les actions. A partir de cette mise à disposition, un des objectifs est d'aider à la constitution de collectifs locaux, des comités « passerelles », en tenant compte des collectifs pré-existants déjà dans le même esprit ...

C'est, modestement, un chemin pour construire une alternative s'appuyant sur des démarches citoyennes, sociales tout autant que politiques.

Passerelles rendra compte de la diversité de ces démarches et initiatives avec l'objectif de lancer des ponts pour unifier à gauche et permettre que se construise une alternative majoritaire.

Les partis, mouvements, forces ou courants, ont aussi leurs initiatives et échéances propres. Plutôt que de se cantonner chacun dans son coin, l'appel vise à la rencontre et à la confrontation des points de vue, des logiques avec l'ambition que l'engagement des uns et des autres permette d'avancer pour fédérer les énergies, pour construire une nouvelle gauche écologiste, sociale et citoyenne dont nous avons besoin dans le respect de la diversité et du pluralisme.

13 novembre 2017

En guise d'édito

Des initiatives à amplifier

Depuis le lancement de notre appel il y a deux mois, de nombreuses initiatives se sont développées. Initiatives nationales ou locales, nous rendons compte dans ce bulletin des premiers échos qui nous sont remontés.

Passerelles joue ainsi le rôle qui correspond à son nom.

Mais il ne s'agit pas simplement de se faire l'écho des initiatives qui existent. Passerelles a la volonté que ces initiatives puissent fabriquer du lien, du commun, de la confrontation de propositions comme d'expériences.

Nous rendons compte de la démarche engagée en page 2 de ce bulletin.

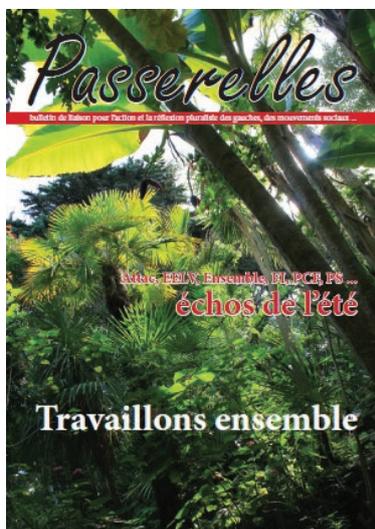
Nous avons voulu, à travers ce numéro, donner la parole aux syndicalistes, les interpellier aussi sur les questions qui se posent en terme de rapport de force, d'unité etc ...

Les syndicalistes sont au centre de la riposte à construire contre Macron. Organiser une table ronde permet de débattre ensemble pour construire de nouvelles mobilisations, lever les obstacles.

Passerelles joue ainsi son rôle de lien.

Les enjeux qui nous sont posés doivent être relevés. Un bulletin ne peut y suffire. Il se veut un outil au service de la mobilisation. Mais la solution c'est de se retrousser les manches partout.

pour nous joindre : passerelles-debatgauche@laposte.net



Pour se procurer le numéro 00,
rien de plus simple : écrivez-nous !

Prochain numéro seconde partie de janvier :
envoyez nous des échos, des brèves, des articles
début janvier

Travaillons ensemble A Nantes aussi !

Suite à l'appel national « Travaillons ensemble », deux réunions de travail se sont tenues à Nantes avec la participation de différentes sensibilités (EELV, Ensemble, GDS, M1717, PCF, UDB). Toutes ont exprimé la volonté de créer des lieux de débats et d'échanges, et de faire émerger des convergences à gauche autour des urgences sociales et climatiques. Il ne s'agit pas de nier nos différences voire nos divergences. Mais travailler à des expressions communes semble nécessaire avec la volonté d'élaborer une alternative majoritaire, autour de l'idée d'un autre modèle de développement et de l'appui au mouvement social. L'idée d'un comité de liaison (« ouvert et pluraliste ») semble convenir avec le besoin exprimé de travailler à un élargissement en direction des jeunes, et de représentants du mouvement syndical et associatif.

La formule qui a été retenue, c'est celle d'un appel, signé par des individus et non un cartel. Très majoritairement, il a été convenu de ne pas marquer dans ce texte d'appel nos divergences (bien connues) mais d'insister sur notre volonté de mettre en avant nos convergences. L'objectif est de publier fin novembre l'appel avec de nombreuses signatures de militant.e.s politiques, syndicaux, associatifs de Loire-Atlantique.

Eric Thouzeau

est signataire de l'appel à «travaillons ensemsemble»

Val d'Yerres

Constitution de l'Espace Citoyen



Le 11 octobre 2017 une trentaine de citoyens se sont réunis à Yerres - la ville dont Dupont-Aignan est resté député du fait de la division à gauche - pour constituer une association à déclarer sous le titre : « Espace Citoyen du Val d'Yerres ».

L'objet de l'association:

« Le forum citoyen regroupe celles et ceux qui veulent participer à l'élaboration des principales mesures qui permettraient de sortir de la crise économique, écologique et sociale dans laquelle le capitalisme a plongé la société... »

Nous avons ébauché comment fonctionner.

De quoi ont besoin aujourd'hui les salariés, la jeunesse précarisée ... pour continuer à s'opposer à la société que nous promet Macron. Un forum est un lieu politique où l'on peut venir discuter, se confronter et mettre en œuvre des initiatives politiques.

Nous considérons que les partis, associations, syndicats ou regroupement informels de citoyens peuvent apporter des propositions à discuter, le forum fonctionnera sur le mode : un citoyen = une voix. Il est indépendant des partis politiques, même s'il en reconnaît l'apport.

Le forum se propose d'organiser des réunions sur des thèmes précis, inviter des conférenciers ou responsables de syndicats ou d'association, sur les questions auxquelles nous sommes confrontés. Sans considérer les élections comme le centre absolu de la vie politique, le forum décidera en temps utile, s'il prend des initiatives dans les prochaines confrontations électorales locales.

contact provisoire: rduguet@wanadoo.fr ou nicolede-maistre@gmail.com.

Robert Duguet est signataire de l'appel «travaillons ensemble»

POUR LA REINVENTION DE LA GAUCHE UN FORUM à MARSEILLE 18 NOVEMBRE à 14h JOURNAL LA MARSEILLAISE.

Depuis les années 1980, la gauche a été victime d'un recul théorique face au retour en force des conceptions économiques libérales et des orientations politiques et sociales conservatrices. Victime de son émiettement et de la confusion qui résulte de la conversion au social-libéralisme d'une partie des forces syndicales et politiques qui se trouvaient jadis dans le camp du progrès, la gauche peine à mobiliser autour d'un imaginaire émancipateur et de projets économiques et politiques à la fois radicaux et réalistes.

La reconstruction d'une gauche populaire, mobilisatrice, unificatrice ne peut résulter ni de l'acceptation de la division, ni de la soumission aux visées hégémoniques de tel ou tel groupe. Il faut travailler en commun et de façon démocratique à la définition d'un projet émancipateur sur la base des contributions sans exclusives des militantes et des militants syndicalistes, associatifs, politiques, des citoyennes et des citoyens, des salarié.e.s, des porteurs d'innombrables projets alternatifs qui existent déjà.

Des nombreuses questions sont aujourd'hui clivantes au sein des forces de gauche. Les ignorer serait une erreur, cultiver les oppositions et les divisions serait une faute.

Il faut débattre avec la volonté de forger du commun par une discussion ouverte et constructive. Il faut être radical, c'est-à-dire comme le disait Marx, prendre les problèmes à la racine.

Mais il ne s'agit pas de se limiter à un travail programmatique en chambre. Dans beaucoup de cas, ce qui rassemble les forces de gauche est plus important que ce qui les divise. Mais aujourd'hui les actions de résistance et/ou de constructions d'alternatives sont balkanisées.

Notre collectif initiateur vient des horizons de toutes les gauches et d'histoires militantes longues et diverses. À ce forum toutes les forces associatives, syndicales et politiques se réclamant du progrès social, écologique et démocratique prendront la parole. Nous formerons enfin un collectif de mise en réseau pour des actions communes possibles. Et renouvellerons au printemps un second forum. Construire des ponts et non des murs !

GERARD PERRIER - prof de lettres (émérite), syndicaliste et auteur d'essais d'histoire politique. Marseille contact : gerard.perrier0@sfr.fr

Châlons- en- Champagne (51)

Un collectif de liaison a été créé en septembre avec des militant.e.s Ensemble !, France insoumise, GDS, PCF

Loire Sud (42)

Un texte est en cours d'élaboration à partir de militants d'horizons différents POUR LA TRANSFORMATION SOCIALE ET ECOLOGIQUE pour agir ensemble. Une soirée est organisée autour du film «inspecteurs du travail : une rencontre».

Toulouse

Un meeting unitaire s'est tenu le 19 octobre. L'inter-syndicale est intervenue contre les ordonnances et le DAL contre la baisse des

La Provence rend compte du Forum



APL. Le meeting était appelé par EELV, Ensemble, GDS, M1717, NPA, PG, PCF. Des suites sont en discussion ...

Rencontre dans l'Allier

Le 20 septembre dernier s'est tenu au centre du département de l'Allier (on peut y venir de Moulins, de Vichy et de Montluçon), à Tronget, une rencontre entre militants et responsables de gauche.

Cette rencontre a donné lieu à un débat riche et pluraliste - nous n'étions pas d'accord sur tout - y ont participé Sylvain Bourdier, candidat FI soutenu plus largement à gauche aux législatives de Montluçon, Alexis Mayet conseiller municipal à St-Germain des Fossés et animateur d'Ensemble, Jean Mallot ancien responsable fédéral du PS aujourd'hui exclu du PS, Vincent Présumey, Michelle Kappala, Gérard Gendre, Sylvie Bonnin, et Yannick Monnet pour la fédération de l'Allier du PCF. Le député com-

muniste JP Dufrègne, élu en juin contre la droite et LREM, s'était excusé. Du même coup, même si ce n'est pas en cette qualité que les uns et les autres étaient venus, étaient réunis plusieurs syndicalistes CGT, FO et FSU.

L'objectif est de donner corps à la fédération d'une alternative de gauche pluraliste à Macron, ce qui nécessite de discuter tant à l'échelle locale que nationale. Nous allons nous retrouver prochainement (le 17 novembre) pour organiser les suites locales, avec des initiatives publiques.

*Vincent Présumey,
signataire de l'appel
«travaillons ensemble»
(de même que Michelle Kappala)*

Appel unitaire Dans le Vaucluse

Le Vaucluse a subi de plein fouet la déflagration électorale qui a laminé la gauche et l'écologie politique en juin dernier. Parce que ce qui les rassemble est plus fort que ce qui les divise, des associations citoyennes, des syndicats et forces politiques vauclusiens ont décidé de lancer un collectif départemental unitaire afin de partager des réflexions, mettre en place un agenda et des actions communes pour construire ensemble l'indispensable renouveau social, démocratique et écologique dont ce département a tant besoin...

avec en particulier : Avignon insoumise, ensemble, eelv, Gds, Nouvelle Donne, Npa, Pcf, Solidaires Vaucluse

Tous les textes, appels cités dans les pages «Echos des régions» sont disponibles sur simple demande par mail.

Syndicalisme et Mouvement social

Depuis le 12 septembre, les mobilisations syndicales se sont multipliées contre la politique de casse sociale du gouvernement.

Des interrogations existent sur le rapport de force, l'unité, le rapport au politique, de nouveaux défis sur la place du travail, la transition écologique, la révolution numérique...

Nous avons choisi d'organiser une table ronde entre syndicalistes pour approfondir ces questions.

Nous avons invité un responsable d'une organisation de chômeurs et de précaires à apporter son regard. Cette table ronde est réalisée par voie électronique. Ceci explique les écarts de réponses. Nous n'avons pas voulu prendre la décision d'égaliser en faisant des coupes. Nous laissons à chacun la possibilité éventuelle de rebondir au prochain numéro.

Gérard Aschiéri, ancien responsable de la FSU, Christian Mahieux qui co-anime la revue de Solidaires, les Utopiques, Robert Crémieux du MNCP, Gilles Desseigne de l'UNSA Banque-Assurance, Jean-Marc Cannon de la CGT et Michelle Kapala, syndicaliste dans l'Allier ont accepté de répondre à nos questions. Nous les remercions.

A nous, tous ensemble, d'aller plus loin dans la réflexion au service de l'action.

table ronde réalisée par Jean Claude Mamet, Jean Pierre Lancry, Jean Claude Branchereau et Michel Jallamion membres du collectif Passerelles

Sur le rapport de forces

1- Le rapport des forces face à Macron. *Il y a eu plusieurs journées de luttes contre les ordonnances Macron (12 septembre, 21 septembre, 19 octobre) et dans la Fonction publique (10 octobre). Ce n'est pas facile de mobiliser massivement contre les ordonnances. Pourquoi ? Est-ce dû au fait qu'on n'a pas gagné en 2016 contre la loi El Khomri ? Ou au résultat de la présidentielle et ce à que représente Macron ? Ou encore à l'absence d'alternative claire à opposer aux recettes libérales ? Est-ce que les contre-propositions alternatives sont nécessaires pour aider au développement des luttes ? Comment concevoir une convergence des luttes aujourd'hui ?*

Gérard Aschiéri - N'étant plus en responsabilité, mon point de vue est sans doute partiel mais je ne sais pas s'il y a une cause unique ; je pense qu'il y a plutôt une convergence de facteurs. En premier lieu il ne faut pas oublier combien l'idéologie néo libérale a gagné du terrain dans les esprits ces dernières années : la montée en force du thème de « l'assistantat » en est un signe parmi d'autres ; il y a perte de confiance à la fois dans la possibilité de construire des alternatives de progrès et dans les organisations traditionnelles : cela touche bien sûr les partis politiques comme l'ont montré les dernières élections mais aussi les organisations syndicales, même si la défiance envers elles n'est pas au même niveau. Il faut dire que l'échec des grandes mobilisations interprofessionnelles à aboutir à des résultats en 2016 mais aussi depuis plusieurs années (songeons à 2010 par exemple), n'a pas

contribué à donner confiance dans l'action collective, bien au contraire. Les résultats des présidentielles et des législatives – et pas seulement le succès inattendu de Macron – sont selon moi le signe de ce désarroi et en même temps ont sans doute contribué à le renforcer en déstabilisant toutes les forces progressistes, pas seulement les partis politiques. Les grandes organisations syndicales plutôt que d'en débattre entre elles en ont tiré des conséquences divergentes et ont chacune de son côté essayé de se repositionner face à cette situation nouvelle. Et bien sûr l'absence d'unité n'a fait que renforcer la difficulté à mobiliser : non que cette absence mine la confiance dans la capacité d'obtenir satisfaction mais elle fait peser un doute sur la légitimité des revendications.

Christian Mahieux - Le poids des défaites sociales passées et du contexte politique pèse. La tactique des journées d'action espacées dans le temps et le sectarisme nous pénalisent aussi. Mais il y a un vrai problème de mobilisation dans les entreprises et les services, une faiblesse énorme vis-à-vis de pans entiers du monde ouvrier, à commencer par les chômeurs et chômeuses mais pas seulement. Au-delà du constat, ce qui doit nous préoccuper est de tirer le bilan et de mettre en œuvre des politiques syndicales permettant que ça change. Il y a une bataille essentielle à mener, celle de l'hégémonie culturelle car nous sommes défaits sur ce terrain depuis de nombreuses années ; peut-être faut-il prendre cela à bras le corps dans nos organisations et reconstruire ; ce qui signifie faire une priorité de cela.

Robert Crémieux - Sur le moyen ou long terme le rapport de force peut être inversé. Il n'y a pas eu que les journées de lutte syndicales interprofessionnelles. Il y a eu des mobilisations unitaires : celle de la Fonction publique, celle des retraités ; il y aura celle des chômeurs samedi 2 décembre ; la mobilisation contre la baisse des APL se poursuit. FO a rejoint le Front intersyndical pour le 16 novembre. Une recomposition du champ syndical est possible, celle du paysage politique est en cours.

Gilles Desseigne - Les formes traditionnelles de la protestation (grèves, manifestations,...) ont été soigneusement caricaturées et ringardisées depuis un certain temps. Quand s'ajoute l'absence de résultats malgré le nombre de personnes dans la rue et éventuellement la perte de salaire pour la beauté du geste, il ne faut pas s'étonner des difficultés à opérer des mobilisations massives au-delà du cercle militant heureusement significatif. Pourtant les objectifs sont le plus souvent partagés par l'opinion (Loi El Khomri, ordonnances,...) D'autres formes d'expression massive (pétition, réseaux sociaux,...) doivent être explorées.

La difficulté est d'autant plus grande que les formes de la concertation sont peu ou prou respectées et que les mesures les plus dangereuses sont très techniques et donc peu compréhensibles par les salariés.

Jean Marc Canon - Globalement, le rapport des forces face à Macron ne me semble pas se poser dans des termes radicalement différents de ceux qui prévalaient déjà sous la mandature de François Hollande. Pas sous l'angle du débat qui, au bout du compte, ne me paraît pas signifiant de savoir si la politique actuelle est l'héritière directe de celle des cinq années précédentes ou si elle diffère à ce point qu'elle

constitue plus qu'une aggravation, une véritable rupture libérale. Ce n'est pas le lieu dans cette contribution de métendre sur un sujet qui mériterait des pages entières de développement. Non, ce qui à mes yeux est structurant et pose difficultés, au moins sur le plan syndical, c'est un certain nombre d'éléments qui sont apparus et se sont ancrés dans la réalité depuis un temps certain. D'abord, le sentiment – si ce n'est le constat – que les luttes sur des grands enjeux transversaux ne sont pas couronnées de succès depuis le retrait du CPE en 2006. C'est bien sûr le cas des combats contre les réformes régressives et successives des retraites mais aussi, tout près de nous, de celui contre la loi El Khomri. Dès lors que l'idée de l'échec s'installe, confortée qu'elle est par cette litanie d'échecs, la mobilisation massive et inscrite dans la durée, jamais facile au demeurant, s'en trouve notoirement handicapée. À cela s'ajoute une donnée objective qu'il est vain et contre-productif de vouloir cacher : les lieux de travail où le syndicalisme est absent – a fortiori, celui se réclamant de la transformation sociale et de la lutte – sont plus nombreux que ceux où il est présent. Sans embellir un passé qui, de ce point de vue, n'a jamais été mirifique, la situation s'est quand même singulièrement dégradée ces cinquante dernières années. Je suis intimement convaincu qu'il ne s'agit pas là d'un horizon indépassable. Même s'il est à la croisée des chemins, le syndicalisme a tout à fait les moyens d'être, bien d'avantage qu'aujourd'hui, une force incontournable qui, au-delà de la préservation des acquis, soit motrice pour de nouvelles conquêtes sociales essentielles. Mais, pour cela, je considère que les luttes indispensables et légitimes sur les grandes questions de société ne doivent plus être abordées de

manière exclusivement binaire. En d'autres termes, laisser infuser le sentiment qu'à partir du moment où l'on n'a pas tout gagné (retrait total, abrogation complète), on a tout perdu, est à la fois inexact et démotivant. Il n'y a pas de petites victoires et n'oublions jamais que, pour faire simple, les forces qui pensent que le capitalisme n'est pas la fin de l'histoire ont aussi besoin de démontrer leur pertinence par les succès qu'elles permettent d'acquérir. S'agissant du nombre de syndiquées et de syndiqués et, par voie de conséquence, de militantes et de militants, j'estime que nous sommes à la fin d'une séquence où l'on a pu considérer – de manière implicite ou explicite – que la caractérisation de classe avait fait le primat sur celle de masse. Même si, évidemment, le rôle et l'efficacité du syndicalisme n'est pas réductible au nombre de syndiqués, les très nombreux déserts où pas le moindre délégué ne pointe à l'horizon constituent un frein objectif au développement d'une pensée et de propositions alternatives et, a fortiori, d'un rapport de forces puissant et inscrit dans la durée. Partout, il faut

donc prendre cette question à bras le corps et, en dépit des obstructions du patronat et des politiques gouvernementales successives, concrétiser cette exigence d'accroître très fortement le nombre de syndiqués.

Michelle Kapala - Le rapport de force à Macron existe et s'il n'est pas facile encore de mobiliser massivement on peut voir pourtant de nombreux mouvements de grève dans beaucoup de secteurs et/ou d'entreprises. Il manque le petit plus qui fera de ces mouvements isolés un mouvement d'ampleur ; on évoque l'individualisme ambiant ... Mais il est aussi question me semble-t-il d'information ou de désinformation selon le point de vue d'où on se place. Il est indispensable de créer les conditions d'une véritable information des salariés face aux enjeux de la destruction, de la disparition des conquêtes sociales, Sécurité Sociale en tête. Il est indispensable de faire comprendre ce que représente réellement par exemple le remplacement du salaire différé par l'impôt. Peut-être que les syndicats subissent aussi le même élan de méfiance que celui à l'encontre des politiques.

Sur la question de l'unité

2 - La question de l'unité

Le mouvement syndical semble peiner à s'unir nationalement (sauf dans la fonction publique et aussi dans quelques régions) pour combattre les ordonnances Macron et le plan en 18 mois qu'il a fixé pour chambouler les conquêtes sociales. Comment l'expliquer ? Qu'est-ce qui fait obstacle ? Peut-on recréer les conditions de l'intersyndicale de 2016? Est-ce qu'un dialogue sans tabou, organisé publiquement, serait possible? Cela permettrait-il, selon vous, d'acter des

convergences et pistes de travail, de débattre des dissensus, afin de permettre aux salarié-es de s'emparer de ces questions ?

Gérard Aschiéri - Je ne veux pas me poser en donneur de leçons mais une chose m'a frappé : la presse a fait état d'une réunion secrète entre leaders des principales centrales pour se mettre d'accord sur des lignes rouges que le gouvernement ne devait pas franchir dans la rédaction des ordonnances ; outre que toutes



sûr il faut en débattre à la base, ne serait-ce que parce que sur le terrain les divisions certes existent mais n'ont pas la même intensité. Si on ne le fait pas, s'il n'y a pas de recherche d'unité le risque pour le syndicalisme est, comme le dit JM Pernot dans une interview récente au Monde, celui de « l'insignifiance ».

Christian Mahieux - C'est un chantier important que nous avons rouvert à travers notre revue Les utopiques¹. Dans une récente livraison, nous avons cosigné un texte abordant les questions d'unité syndicale mais aussi les perspectives d'unification. Deux positions nous semblent pareillement inutiles : le refus d'envisager cette possibilité et l'incantation sans propositions réalistes, partageables par les équipes syndicales. C'est pourquoi, nous essayons de tracer quelques pistes. Par exemple, aujourd'hui, avancer vers une réunification du syndicalisme de luttes oblige à inventer des solutions novatrices : si chacun et chacune considère que la réunification doit se faire dans sa propre organisation, ça ne marchera pas. Des syndicats unitaires bâtis au plus près du terrain, sans détruire ceux existants, pourrait sans doute créer une dynamique...

Robert Crémieux - La convergence des luttes se construit dans les luttes quotidiennes. Le mouvement social doit se fixer comme objectif de gagner la bataille des idées. Le gouvernement a choisi d'affronter tous azimuts le monde du travail. Mais nous avons des alternatives concrètes à proposer : la réduction du temps de travail ; la transition écologique ; une Europe des peuples ; une économie solidaire (c'est-à-dire débarrassée de la dictature du profit) ; le peuple comme horizon de la démocratie... Sur ces bases il est possible de réunir une majorité d'idées, de luttes et de gouvernement.

Jean Marc Canon - Cette question, essentielle, se pose depuis des

les organisations n'ont pas été invitées, pourquoi ne pas avoir rendu publiques ces exigences communes et montrer ainsi la capacité en dépit des divergences d'afficher un souci commun de ne pas accepter n'importe quoi ? On peut se demander si cela n'aurait pas changé le rapport de forces ; au lieu de quoi le gouvernement a fait à peu près ce qu'il a voulu et ni la négociation ni la mobilisation n'ont eu de réelle efficacité. Tout s'est passé comme si la volonté de chacun de se distinguer des autres et de poursuivre une sorte de guerre de tous contre tous l'avait emporté sur toute autre considération. Je pense qu'ont joué pour chaque organisation à la fois des enjeux internes et des enjeux de positionnement dans le paysage syndical.

Il en est allé autrement dans la Fonction Publique pour deux raisons selon moi : d'une part la perception par la masse des fonctionnaires d'une agression généralisée non seulement contre leur pouvoir d'achat mais contre leur travail et leurs valeurs, - un sentiment qu'aucune OS ne pouvait se permettre d'ignorer-, mais aussi le fait que même si l'unité a eu des hauts et des bas ces dernières années les organisations de fonctionnaires n'ont jamais cessé de discuter entre elles. On pour-

rait m'objecter que l'unité dans la fonction publique, si elle a permis une importante mobilisation n'a pas permis pour l'instant des résultats significatifs ; certes mais une seule journée d'action ne saurait suffire et aujourd'hui cette unité préservée fait que des suites rassemblant largement les fonctionnaires sont encore possibles. A ma connaissance la FSU a joué un rôle important pour préserver cette unité et je m'en félicite.

Je ne pense pas que l'unité réalisée en 2016 soit l'idéal à atteindre ; certes c'est mieux que pas d'unité du tout mais il faut se rappeler qu'il n'y a pas très longtemps- en 2010 par exemple- on a pu connaître une unité bien plus large. Si la colère qui croît contre la politique menée par le gouvernement d'Emmanuel Macron est, comme je le pense, largement partagée par les salariés il n'y a pas de raison de renoncer à cette unité plus large. Pour cela il faudrait que les organisations se parlent au plan national pour analyser la situation et élaborer une plateforme commune qui serait certes un compromis mais pourrait permettre de redonner confiance en faisant apparaître des objectifs légitimés et rendus crédibles par l'unité. Rappelons qu'une telle plate-forme a existé en 2009, il n'y a pas si longtemps. Et bien

¹ www.lesutopiques.org ou www.lesutopiques.org/wp-admin/edit.php?post_type=shop_order



décennies aux travailleurs et au mouvement social. Si le concept du syndicalisme rassemblé aurait, de mon point de vue, mérité d'avantage de clarté dans ses contours et moins de circonvolutions dans sa durée, je demeure convaincu que l'unité syndicale la plus large est un élément déterminant pour fortifier les mobilisations et obtenir des avancées. Je dis « la plus large » car je réfute l'idée de partenaires syndicaux à ce point privilégiés qu'ils en constitueraient une forme de socle pérenne. L'histoire a montré à de multiples reprises – y compris récentes – que selon les périodes, les contextes et les enjeux abordés, les positions de chacune des organisations syndicales étaient sujettes à des variations parfois surprenantes... dont la CGT n'est pas exempte. Je passe très vite sur la question des contenus car, souvent (trop souvent ?) mise en avant cette dimension me semble un peu virtuelle. En effet, aucune organisation n'a de propension à vendre son âme dans le compromis indispensable que constitue une plateforme revendicative unitaire et, de fait, à sombrer dans une dilution proche de la compromission. Et les fameux – et soit disant existentiels – points de doctrine mis en avant par certains le sont souvent par des camarades et/ou des organisations

dont l'objectif réel et profond est de constituer de pseudo pôles syndicaux inscrits dans l'éternité : l'un radical et l'autre réformiste. Et donc, consécutivement, à empêcher une unité aux contours élargis. Donc, pour moi, l'unité est à rechercher systématiquement tant qu'elle ne conduit pas à l'immobilisme. Dans un secteur que je ne méconnais pas totalement, la Fonction publique, sur les 15 dernières années, les mobilisations les plus abouties ont systématiquement résulté d'unité large, voire complète. Ceci posé, je pense également, avec une conviction sans cesse renforcée, que le mouvement syndical doit concrètement se poser la question de son unification. Pour à peine schématiser, la séquence ouverte depuis la libération est synonyme de scissions successives emportant la multiplication du nombre d'organisations syndicales. Rien que dans la Fonction publique, nous sommes aujourd'hui rendus à 9 syndicats représentatifs. En a-t-on vu pour autant le nombre de syndiqués progresser ? Pas du tout, au contraire. A-t-on assisté à la progression de la participation aux élections professionnelles ? Absolument pas, et même plutôt l'inverse. Avons-nous vu les victoires du salariat se renforcer ? Que nenni. Dans ses statuts, la CGT a toujours

gardé présente l'idée d'une seule organisation pour le salariat. D'autres syndicats ont dans leurs orientations fondatrices cette exigence d'une construction unifiée du mouvement syndical. Ces textes n'ont d'intérêt et de pertinence que s'ils vivent. Pour ma part, à l'aune de ce que l'histoire nous apprend, je suis persuadé que l'émiettement syndical, loin d'être une richesse, constitue aujourd'hui un frein à l'essor du syndicalisme. Et les divergences profondes et insurmontables mises en avant par des dirigeants syndicaux – dont je ne méprends pas – sont bien peu structurantes dès lors que l'on interroge les salariés, majoritairement non syndiqués, pour qui, lorsqu'il est présent, le syndicalisme est avant tout affaire de délégué de proximité davantage que de grandes options idéologiques. À partir d'un projet syndical assumé et d'une démarche revendicative arrimée au quotidien des travailleurs, j'estime indispensable d'ouvrir en grand la réflexion sur l'unification du syndicalisme. J'écris sciemment unification et pas réunification car, en aucun cas, il ne s'agit de poser le débat en termes d'un âge d'or vieux de 70 ans, ou plus, qu'il faudrait retrouver. Dans la même logique, il n'est pas question de considérer que la trajectoire à trouver reviendrait à ce que des organisations réintègrent la « maison mère », comprendre la CGT. Non, ce qu'il faut co-construire de la manière la plus ouverte avec comme fondations un syndicalisme qui préconise une transformation sociale synonyme de rupture avec les politiques actuelles, basé sur un développement d'un corpus de propositions et assumant la lutte comme un des leviers incontournables pour la construction du rapport de forces, ce qu'il faut donc, c'est une organisation renouvelée, en phase avec les condi-

tions actuelles et à venir œuvrant à l'émancipation du salariat.

Gilles Desseigne - Sur le plan social, la régression est telle que l'unité syndicale s'impose comme l'outil incontournable de la réponse à la technocratie et au gouvernement des riches. La création de Passerelles contribue à ce rassemblement qui ne peut s'effectuer que sur le dialogue et le respect de notre diversité.

Michelle Kapala - Quand les reven-

ambiguïté au mouvement en cours, l'unité ne fait pas défaut ; encore faut-il s'entendre sur l'unité en question (avec qui et autour de quelles revendications?) et il semble qu'au moment où j'écris ces lignes l'intersyndicale de 2016 fonctionne à nouveau ; là encore la question de l'information est primordiale ; il est essentiel de ne pas rester entre convaincus.

revendications immédiates et travailler à une transformation radicale de la société ; cela sur la seule base de l'appartenance à la même classe sociale. Une grande partie des associations existe parce que le syndicalisme a abandonné des champs de lutte ou les a ignorés. Là aussi, il faut inventer et construire, sans ignorer les enseignements, ni de notre passé, ni de ce qui peut exister dans d'autres régions du monde : une organisation « syndicale et populaire » qui rassemble tous ces secteurs sur une base de classe et sans les caporaliser, doit être possible. Quant aux organisations politiques, elles ont un rôle à jouer aussi mais nous combattons leur prétention à être les seules à « faire de la politique ». Par ailleurs, l'articulation se joue aussi autour de la question du pouvoir ; si l'objet de l'organisation politique est de « prendre » celui-ci, cela s'oppose aux conceptions autogestionnaires que nous défendons (qui ne goment pas la question du pouvoir

Sur le rapport au politique

3- Le rapport au politique :

Peut-on concevoir que syndicats, forces politiques et associatives puissent s'entendre pour des initiatives communes ou convergentes ? Ou des propositions alternatives ? Sur quels sujets ? A quelles conditions ? Quelles articulations possibles ?

Gérard Aschiéri - Par le passé j'ai souvent plaidé pour défendre l'idée que le syndicalisme ne devait pas être coupé des autres composantes de ce qu'on appelle le mouvement social et c'est un principe que la FSU met régulièrement en œuvre. Mais cela implique que l'on respecte les responsabilités spécifiques et l'autonomie de chacun. En d'autres termes cela implique que l'on écarte tout risque d'instrumentalisation ou de « courroie de transmission », dans un sens ou dans l'autre d'ailleurs. Le syndicalisme a une responsabilité, c'est de rassembler les salariés à partir de leurs revendications, ceci quels que soient leurs engagements par ailleurs et c'est aux syndiqués de décider de la stratégie à conduire ; il n'appartient à personne de l'extérieur de la définir à leur place. Et je pense que si la recherche de convergences avec d'autres forces que les

forces syndicales devait aujourd'hui prendre le pas sur la recherche de l'unité syndicale ce ne serait bon ni pour les organisations syndicales ni pour les salariés et leurs revendications.

Christian Mahieux - Le syndicalisme est politique. Il rassemble celles et ceux qui décident de s'organiser ensemble pour défendre leurs



réunion publique unitaire avec une unité de forces syndicales, associatives et politiques

dications sont claires, et liées sans

mais la posent très différemment).
Robert Crémieux - Peut-on concevoir que syndicats, forces politiques et associatives puissent s'entendre ? La réponse est oui, c'est nécessaire. Le contexte nous invite à chercher une réponse dans le respect de l'indépendance de chacun. Les défaites de ces dernières décennies posent la question d'une alliance nouvelle. Le mouvement social est un tout. Croire que les forces associatives, syndicales ou politiques peuvent aboutir à des victoires durables en étant chacune de son côté est une illusion mortifère.

Gilles Desseigne - L'élection présidentielle et la naissance de l'OVNI bonapartiste LAREM ont bousculé tous les repères habituels. Entre le naufrage de la présidence Hollande et la peur de la peste brune, beaucoup ont été sinon séduits, en tout cas intéressés par une démarche pré-

sentée novatrice et rassembleuse du « et de droite et de gauche ». Nous voyons bien maintenant que ce mouvement n'est en fait « ni de gauche, ni de droite » et que les reculs sont considérables (code du travail, logement, inégalités fiscales,...) Mais le corps social est encore pour partie anesthésié et face à une absence de perspective compte tenu de la division mortifère des forces politiques de gauche comme de celles du mouvement syndical, où l'absurdité de la distinction entretenue entre réformistes et protestataires affaiblit l'ensemble des syndicats.

Michelle Kapala - Si l'opposition au gouvernement Macron est indispensable, il est aussi clair que chaque type d'organisation - syndicat et politique - doit rester dans son rôle. Il n'est pas nécessaire de fondre les uns aux autres pour être efficace, bien au contraire.

syndicales ont des structures qui réfléchissent autour de ces évolutions en cours ou en perspective. C'est le cas par exemple de l'Institut de recherches de la FSU qui réfléchit entre autres sur le syndicalisme, l'engagement mais aussi sur le Nouveau Management Public ou sur le travail. On peut aussi rappeler que l'UGICT-CGT a créé un Think Tank appelé l'Entreprise Alternative. Le problème est plutôt d'intégrer ces réflexions dans le débat sur la stratégie de chaque organisation et de conduire le débat avec les salariés en partant de l'expérience qu'ils ont de ces évolutions et de la réalité de leur travail aujourd'hui.

Robert Crémieux - La révolution numérique, les enjeux climatiques, le travail précairisé, obligent à une mutation du syndicalisme et non à une simple adaptation à la modernité. Fondamentalement le monde du travail dans ses diverses composantes reste le socle du rassemblement. Le défi du chômage n'est pas celui de la disparition du salariat mais celui de la démocratie dans tous les domaines, au travail comme dans la cité.

Michelle Kapala - Sans parler de mutation du syndicalisme, il est peut-être nécessaire de considérer ces nouvelles formes d'emploi et la révolution numérique afin de pouvoir répondre aux enjeux et problématiques tout en conservant les spécificités du syndicalisme français.

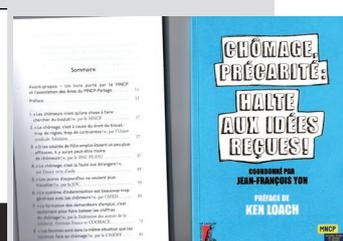
Sur les nouveaux défis

4- Nouveaux défis de société et dans le salariat Est-ce que la révolution numérique, les enjeux climatiques, les mutations du travail, le travail sans statut salarial à partir de plate-forme, obligent aussi à une mutation du syndicalisme ? Quelles sont vos pistes de travail sur ces questions ?

Gérard Aschiéri - On peut ajouter de multiples enjeux, par exemple l'explosion des risques pour la santé liée à des organisations du travail pathogènes... Je ne parle pas au nom de la FSU et donc je ne vais pas évoquer ses pistes de travail. Tout ce que je peux dire c'est qu'à l'évidence le mouvement syndical est percuté par ces questions qui interrogent aussi son rapport aux salariés et au travail réel mais également ses mo-

des d'action : il suffit de voir la place prise aujourd'hui par le recours à internet et notamment les réseaux sociaux dans les mobilisations. Le mouvement syndical ne peut pas laisser à d'autres la réflexion et la construction de propositions qui permettent de retrouver des protections collectives et de renouveler les formes d'engagement dans un contexte en pleine évolution. Cela d'ailleurs pourrait être l'objet d'un travail unitaire.

Mais on ne peut pas non plus laisser penser que les syndicats seraient irrémédiablement en retard et incapables de prendre en compte ce contexte : les revendications autour d'une sécurité sociale professionnelle sont l'exemple d'une telle prise en compte. Nombre d'organisations



Sécu/PLFSS 2018

(Projet de loi de financement de la Sécurité Sociale)

ALERTE !

Le PLFSS 2018 ce n'est pas que 4,5 Md de coupes budgétaires supplémentaires, c'est une rupture.

La destruction de la Sécurité Sociale avance vite, aussi discrètement que possible pour éviter les mobilisations. La France n'a jamais été aussi riche, bat des records de dividendes, et pourtant pour le MEDEF - et ses puissants alliés - « *la Sécurité Sociale de 45 n'est plus soutenable* » !

Ce PLFSS s'inscrit dans le respect des traités et règles européennes, réduction de la dette, aller non pas vers 3 % mais 0,2 % de déficit en 2022.

La Sécu doit apporter 9 Md de profit (+ 9 Md non compensés par l'Etat à la Sécu en 2018). Du « trou » fabriqué on passe au centre de profit.

Ce PLFSS est une rupture conceptuelle : pour Macron il faut « *profondément changer les structures économiques et sociales françaises* », en finir avec ce qui reste du Conseil National de la Résistance. Il veut « *mettre la protection sociale au service des entreprises* » - traduire du patronat - au détriment des besoins de la population fondatrice de la Sécu.

Pourquoi le MEDEF, les (sociaux) libéraux, veulent détruire la Sécu : parce qu'il y a des sommes énormes en jeu.

* En 2018 les prestations sociales versées seront de 498 Md qui échappent aux marchés.

* Les « charges patronales » (ce sont des cotisations sociales, partie socialisée du salaire) sont encore de 200 Md, bien qu'ayant beaucoup baissé.

Que veulent le MEDEF, les « marchés », Macron, l'Union européenne, l'OCDE... :

1- Ramener la sécu à un « socle », un « panier de soins », comme aux Etats Unis - c'est le « modèle » mondial - pour « plus démunis » ce qui permettrait de passer une grande partie des 500 Md aux assurances privées, aux fonds de pension...

* Concrètement ce sont 4,5 Md de coupes budgétaires de plus, alors que l'hôpital est au bord de la rupture, qu'il y a maltraitance institutionnelle dans les EHPAD, que 25 à 30 % de la population renonce déjà à des soins...

Les déserts médicaux s'étendent aux métropoles, d'autres fermetures d'hôpitaux de lits... sont programmées. Augmentation de 2 € du forfait hospitalier entraînant de nouvelles hausses des complémentaires, Déremboursements permanents, y compris non renouvellement d'ALD non guéries...

* Double souffrance des personnels et des usagers.

* Agnès Buzyn trouve qu'il y a 30 % de soins « *non pertinents* ». Le gouvernement met en place le rationnement des soins, les hôtels hospitaliers privés, la télé médecine, non pas comme progrès, mais pour étendre les déserts médicaux...

* Diminution de la prestation d'accueil du jeune enfant, vers la fin de l'universalité de la branche famille. La Cour des comptes veut la virer de la Sécu.

* Chute libre des retraites depuis 1993 (Balladur et suivants), avec année « blanche » en 2018 (inflation prévue 1%) et en plus 1,7 points de CSG.

Projet de réforme des retraites mettant fin à la branche retraite de la Sécu, comme aux régimes spéciaux, ainsi qu'aux statuts. Objectif la baisse brutale des retraites, public - privé, cf l'Arrco et l'Agirc.

* AT/MP : restrictions à la pénibilité qui déplaît au MEDEF...

* C'est bien toute la Sécu qui est en voie de destruction, des mesures structurelles sont déjà adoptées. Le régime général des salariés n'existe plus...

2 - Transformer en profits, en dividendes, la partie la plus grande possible des 200 Md de cotisations « patronales ».

* Augmenter considérablement les exonérations et exemptions de cotisations sociales : 47 Md d'exonérations et exemptions en 2017, environ 65 Md en 2018, 85 Md en 2019.

* Fiscaliser la Sécu : 1,7 point de CSG (avec au mieux compensation en trompe l'œil pour les salariés), vers la fusion avec l'impôt sur le revenu. La CSG est payée à 90 % par les salariés et retraités. Sarkozy préférait la TVA « sociale », le MEDEF s'étant déclaré indifférent au choix CSG ou TVA du moment que la part dite patronale des cotisations baisse.

* Développer les assurances privées, des fonds de pension européens...

* La cotisation sociale c'est des DROITS, la solidarité. Supprimer la cotisation renvoie à l'ASSISTANCE moyen-âgeuse (pareil pour l'assurance chômage...).

Si on veut garder la Sécurité Sociale, satisfaire les besoins, aller vers le remboursement à 100 % par la Sécu de la prévention et des soins (actuellement 77 %), augmenter les pensions... il va falloir se battre tous ensemble avec la dernière énergie !

Jean Claude Chailley

Forum de Marseille

Vers un forum permanent des forces progressistes en Europe

Plus de 400 personnes de 30 pays différents se sont réunis à Marseille, les 10 et 11 novembre, à l'initiative du Parti de la Gauche Européenne, pour le 1er Forum des forces progressistes en Europe. Y ont notamment participé des représentants de partis communistes et d'autres mouvements de la Gauche radicale comme le PCF, Izquierda unida (Sp.), Ensemble !, le PTB (Belg.), le Bloco de Esquerda (Port.), Die Linke (D), Syriza (Gr.) mais aussi de DIEM25 ou d'écologistes et de socialistes de Gauche notamment des membres du « Progressive Caucus » du Parlement européen comme Guillaume Balas (F), Ernest Urtasun (Sp), Elly Schlein (It.) ou Julie Ward (RU). Etaient également présents des représentants du Forum de Sao Polo, présentés comme une sorte de modèle, et du mouvement social européen. Ce forum a été conçu comme la pre-

mière étape vers la construction d'un lieu d'échanges qui devra nécessairement se poursuivre, avec toutes celles et ceux qui refusent le fonctionnement actuel des institutions européennes et leurs dérives croissantes vers toujours plus d'austérité et de néolibéralisme, toujours plus d'inégalités sociales et territoriales, toujours plus d'autoritarisme...

Pour bâtir des alternatives et de nouveaux rapports de forces, nous devons, à tous les niveaux, quelles que soient les propositions à long terme des uns et des autres, voir d'abord ce qui nous est commun, en termes de constats mais aussi de propositions, sans exclusive et en sachant débattre y compris de sujets sur lesquels nous ne sommes pas toujours d'accord.

Les participants ont échangé autour de trois thèmes principaux : paix et libertés, travail et droits sociaux, mo-

dèle de développement soutenable. Ces thèmes qui sont à l'opposé de ce que les dirigeants européens imposent actuellement à nos citoyens, dessinent ce que pourrait être cette autre Europe démocratique, écologique et sociale auxquels nombre de nos concitoyens aspirent notamment quand ils mettent les questions sociales au premier rang de leurs priorités.

Les participants se sont quittés en se donnant rendez-vous dans un an avec l'objectif de construire à terme un forum permanent des forces progressistes. Un tel espace de dialogue ne peut en effet, être un outil pour les prochaines élections européennes de mai 2015. Il doit aller bien au-delà car, pour construire ce « scénario manquant » de ce que l'on pourrait appeler une Gauche alter-européenne, il faudra du temps. A terme, c'est sans doute la seule façon de renouer avec l'espoir, avec ceux qui, comme Victor Hugo et Jean Jaurès il y a plus d'un siècle, croient toujours aujourd'hui que le continent européen peut et doit être un espace de luttes communes et que le repli sur soi ne peut constituer une voie face à la mondialisation ou à des défis notamment comme ceux du changement climatique ou de l'évolution des mouvements migratoires.

16 novembre 2017

Marie-Christine VERGIAT
Députée européenne



Parmi les nombreuses initiatives ...

Nous publions un texte présentant la proposition ouverte de EELV d'Assises de l'écologie politique et une présentation de l'appel à une force commune.

Pour des **Assises de l'écologie politique**

EELV propose :

D'affirmer la nécessité d'un mouvement autonome de l'écologie politique. Ce mouvement portera avec force un projet d'écologie de transformation vers une société de post-croissance.

D'engager un processus constituant décentralisé, large et ouvert, aboutissant à l'organisation d'une convention de fondation de ce nouveau mouvement, au plus tard à la fin de 2018.

De lancer pour cela une démarche d'Assises de l'écologie politique décentralisées, larges et ouvertes co-construites avec les composantes de l'écologie sans exclusive : politiques, associatifs, collectifs, personnalités, syndicalistes, et les jeunes écologistes s'ils le souhaitent ; et ce au minimum dans le respect des valeurs de la charte des verts mondiaux.

Front commun

Faisons force commune

texte de l'appel et signataires : <http://www.frontcommun.fr>

Contre les politiques néolibérales conduites depuis quarante ans par une « grande coalition » de droit ou de fait, se lève aujourd'hui dans toute l'Europe un vaste mouvement populaire de rejet qui disqualifie les anciens partis de gouvernement et bouscule les systèmes partisans. Une course de vitesse est engagée entre les forces nationalistes, xénophobes et racistes, et celles qui entendent porter une alternative émancipatrice. Mais celles-ci ne l'emporteront pas sans dépasser leurs divisions et créer ensemble le très large cadre de rassemblement qui leur permettra de faire force politique en commun. C'est l'objectif de l'appel que nous avons lancé voici quelques semaines et qui rassemble à ce jour près de 3000 signataires, militant-e-s politiques, syndicalistes et associatifs, élu-e-s, intellectuel-le-s, artistes, créateurs et créatrices.

Il y a un an déjà, nous avons lancé un premier appel à faire « front commun » pour les élections du printemps dernier. Avec plus de 10 000 signataires, cet appel avait contribué à un certain rassemblement autour de la candidature de J.-L. Mélenchon. Mais nous avons échoué à obtenir le même résultat pour les législatives et éviter ainsi des candidatures fratricides de cette gauche-là. Une très belle occasion de construire un front commun face au pouvoir actuel a été perdue. Et le problème reste aujourd'hui entier.

un nouvel appel

Nous lançons ce nouvel appel parce que nous sommes convaincus que la dynamique qui s'est développée autour de la candidature de J.-L. Mélenchon peut grandir et ouvrir une perspective majoritaire si elle devient l'affaire de

l'ensemble des forces de transformation sociale, démocratique et écologique. Et qu'il faut pour cela créer le cadre pluraliste et démocratique sans lequel un tel rassemblement ne se fera pas. Il y a urgence à faire grandir l'espoir qui permettra de résister au projet ultra libéral d'E. Macron. Et à engager le travail qui nous mettra en mesure d'affronter ensemble les échéances électorales à venir, à commencer par les élections européennes de 2019 et les municipales de 2020. C'est pourquoi nous proposons que se développent sans attendre tous les échanges et expérimentations qui permettront d'aller dans le sens de la convergence et du rassemblement.

*Patrice Cohen-Séat
13 novembre 2017*

en bref ...

25 janvier

Marseille au MUCEM

Dans le cadre de la Nuit des idées, le Mucem et le collectif citoyen « Marseille en commun » proposent une série de rencontres en présence de lanceuses et lanceurs d'alerte, d'organisations de lutte contre la corruption et l'opacité, de journalistes et de personnalités venus d'Europe et de Méditerranée. Qui sont les lanceurs d'alertes ? Quels sont leurs différents modes d'actions ? Quel soutiens et relais trouvent-ils dans la société civile ? Quels types de protection juridique peuvent-ils revendiquer ? Lanceurs d'alertes : mode d'emploi.

En présence notamment de :
Stéphanie Gibaud (co-lanceuse d'alerte UBS France), Eric Alt (Anticor), Martin Pigeon (chercheur à l'Observatoire européen des lobbys - CEO), Charles Sanches (Plateforme de protection des lanceurs d'alerte en Afrique), Michèle Rivasi (eurodéputée, co-fondatrice de la CRIIRAD), Hervé Kempf (journaliste, fondateur de Reporterre), Caroline Chaumet-Delattre (Passeur d'alertes), Nicole-Marie Meyer (lanceuse d'alerte, Transparency France), Jacques Toubon (Défenseur des Droits - sous réserve), Enrico Ceci (lanceur d'alerte italien, fédération internationale des lanceurs d'alerte), Glenn Millot (responsable de l'alerte scientifique à la fondation Sciences citoyennes), Virginie Rozière (députée européenne, auteure du rapport d'initiative voté par le Parlement européen « Mesures légitimes visant à protéger les lanceurs d'alerte qui agissent au nom de l'intérêt public »), Edwy Plenel (journaliste, fondateur de Mediapart - sous réserve)
Coordination : Sébastien Barles 06 75 00 63 31

Regard dans le rétroviseur

André Gorz, un penseur utile à nos interrogations

Un colloque s'est tenu au carreau du temple à Paris pour l'anniversaire des 10 ans de la mort choisie par André Gorz et sa femme Doriane. Un numéro spécial d'Ecorev et une somme « le moment Gorz » avec une vingtaine de contributions pluralistes ont ponctué l'hommage.

Autonomie et liberté, crise du keynésianisme et du projet social démocrate, existentialisme et marxismes, André Gorz nous aide à penser l'avenir dans l'articulation des urgences sociales et écologiques et les mutations du travail post-fordiste. Sa pensée n'était pas figée, il a bougé par exemple sur la question du revenu social garanti. De même, pendant ce colloque et dans les contributions écrites, plusieurs des intervenants et auteurs relativisent ses « adieux au prolétariat » même si la fin de la centralité ouvrière nous interpelle tous. Ses thèses rejoignent aujourd'hui les exigences sur les batailles contre le stress au travail, la précarité qui se généralise, et la perte de sens dans des emplois robotisés. Les profits à court terme prenant le pas sur la qualité des produits et services et l'utilité sociale et écologique des productions. De même dans la dégradation des services publics et des conditions de travail de leurs personnels.

Dans l'économie sociale et solidaire, le bénévolat, les services à la personne, les associations, beaucoup, les jeunes notamment, cherchent à retrouver du sens à leur participation sociétale même si ces secteurs ne sont pas exempts de rapports de pouvoir et de détournements des communs.

La réduction massive du temps de travail, pour contribuer au partage plus égalitaire du travail salarié et des tâches de la sphère familiale et les activités libres associatives, syndicales, politiques, sportives, artistiques... participent de ce mouvement à reprendre.

Mais nous nous retrouvons dans la situation paradoxale où de l'affirmation de l'objectif de l'abolition du salariat, nous en venons à exiger le lien de subordination du contrat de travail pour des situations encore plus dégradées tels que les uber et les auto-entrepreneurs.

Les contributeurs écrivent aussi sur André Gorz et ses analyses de sortie du capitalisme.

Citons notamment les contributions suivantes :

*celles de Patrick Petitjean et Jean Pierre Dupuy qui parlent notamment des seuils de contre-productivité dans nos grandes institutions de santé, de transport, d'énergie... à partir d'un certain gigantisme bureaucratique ; et la critique de la techno-science et de ses conséquences à partir de la rencontre Gorz/Illitch.

*celle de Jean Louis Laville qui creuse le sillon de « l'associationnisme » à partir de sa vision mondiale de l'économie solidaire,

*celle de Geneviève Azam qui pose les enjeux d'une sortie de route possible de l'humanité avec les risques de la démocratie et du techno-fascisme...

Et tout le débat qui nous partage mais est essentiel sur : revenu d'existence et/ou sécurité sociale professionnelle ou salaire à vie dans le cadre de l'ultra-capitalisme financier et de l'émergence du capitalisme cognitif.

En espérant vous avoir mis l'eau à la bouche sans rendre compte de toutes les contributions qui verbalisent nos convergences et formulent nos dissensus féconds.

Un débat à poursuivre.

« le moment Gorz », sous la direction de Christophe Fourel et Alain Caillé, éditions le bord de l'eau.

*Jean Pierre Lancry,
Rouen le 2/10/2017*